



Newsletter du 9 décembre 2025

« Tax the rich » sans succès en Suisse. SIX avec un nouveau président pour commencer 2026. Grand soutien pour le nouveau paquet d'accords avec l'UE dans la consultation. Afin de rester compétitive, la Suisse doit tenir compte des développements à l'étranger.

La population a balayé à 78% l'initiative sur les successions, dite « pour l'avenir », et aucun canton ne l'a soutenue. Ce verdict clair et réjouissant montre qu'un impôt sur les successions au niveau fédéral ne bénéficie d'aucun soutien auprès du peuple. En effet, le peuple suisse a considéré que cette idée aurait appauvri la Suisse en faisant fuir ses contribuables les plus fortunés, ce qui aurait provoqué à Genève des pertes de recettes fiscales jusqu'à 1,3 milliard de francs. Le grand perdant est notamment le parti socialiste, qui a soutenu cette idée de « lutte des classes » de ses jeunes troupes. Pour notre ministre des finances Mme Keller-Sutter, le message est clair : les riches sont toujours les bienvenus en Suisse, qui

contribuent beaucoup à l'Etat, via les impôts cantonaux sur la fortune, l'impôt fédéral direct ou encore l'AVS. Dans la joie suscitée par ce résultat fort, on en oublie les inconvénients qui se sont manifestés à cause de cette initiative, c'est-à-dire les nombreuses personnes fortunées qui ne sont pas venues en Suisse ces dernières années. Par ailleurs, ce résultat a reçu un écho positif à l'étranger : Le « *Wall Street Journal* » constate que « *The Swiss Don't Hate the Rich* », tandis que le « *Financial Times* » rappelle que « *les Suisses ont une nouvelle fois démontré comment une véritable démocratie et un engagement politique peuvent fonctionner efficacement pour le bien commun et l'intérêt national.* »

- [RTS](#) / [Le Temps](#) / [ft.com](#) / [ft.com](#)

- [NZZ](#) / [swissinfo](#) / [SRF](#) / [Wall Street Journal](#)

Le Conseil d'administration de SIX a [décidé](#) de nommer comme nouveau président à partir du 1^{er} janvier 2026 André Helfenstein, qui a été le dernier CEO de Credit Suisse (Suisse) SA et qui siège au Conseil de SIX depuis 2020. L'actuel président, Thomas Wellauer, avait déjà annoncé en mai 2025 qu'il ne se représenterait pas à l'assemblée générale du 6 mai 2026. Le choix du

président est important alors que se profile bientôt le renouvellement de la convention d'actionnaires de SIX... Par ailleurs, SIX a [communiqué](#) son intention de regrouper le clearing en Espagne et d'intégrer SIX x-clear et BME Clearing au sein d'une seule chambre de compensation centrale (CCP) multi-actifs. Ce regroupement doit encore être validé par les autorités.

- [allnews.ch](#) / [Le Temps](#)

- [NZZ](#) / [Bilanz](#) / [Handelszeitung](#)



La consultation sur les Bilatérales III s'est achevée fin octobre. Le Conseil fédéral a dressé vendredi passé [un bilan complet](#) et présenté les premiers résultats. Il a indiqué que la grande majorité des 318 prises de position sur le nouveau paquet d'accords sont favorables, qu'elles viennent des milieux politiques, économiques, scientifiques ou de la société civile suisses. A l'exception de l'UDC, tous les partis politiques soutiennent les Bilatérales III. Une nette majorité des cantons soutient également le nouveau

- [Le Temps](#) / ['Agefi](#) / [20minutes](#)

Dans sa dernière chronique dans « *allnews.ch* » en tant que Directeur de l'ABPS, M. Langlo s'exprime au sujet de l'évolution de la réglementation ces derniers douze ans. C'est en matière fiscale que les changements ont été le plus marquants, avec l'acceptation de l'EAR en 2014, qui devrait être dupliqué pour les crypto-actifs en 2027. Nombreuses étaient les voix qui ont prédit la fin de la gestion de fortune en Suisse alors que, de 2014 à 2025, le nombre d'employés des membres de l'ABPS est passé de 7'000 à 10'000 et leurs avoirs en dépôt ont grandi de 700 à 1'100 milliards de francs suisses. En matière de droit financier, la mise en vigueur de la LSFIn, la LEFin et la LIMF avait pour but d'aligner les règles suisses sur celles de l'UE afin d'obtenir un

- [allnews.ch](#) / [Les Echos](#) / [Les Echos](#)

paquet d'accords, ce qui est réjouissant. Le Conseil fédéral devrait transmettre au Parlement le message relatif au paquet « Stabilisation et développement des relations Suisse-UE (Bilatérales III) » en mars 2026. Par ailleurs, le Conseil fédéral a publié un rapport sur [l'évolution démographique](#) en Suisse ainsi qu'une [modification de l'OLCP](#) contre les prétentions de séjour et les prestations sociales injustifiées. Ces aspects seront aussi importants pour contrer l'initiative « Pas de Suisse à 10 millions ! ».

- [SRF](#) / [NZZ](#) / [Tagesanzeiger](#)

passport européen au travers des procédures d'équivalence... que la Commission européenne n'a presque pas utilisées. La stabilisation des relations avec l'UE occupe l'ABPS depuis 2014, en tant que condition préalable à la prospérité de la Suisse et à un meilleur accès au marché européen. L'ABPS a toujours plaidé pour que la Suisse mette en œuvre les standards internationaux, mais pas plus vite ni de façon plus stricte qu'ailleurs. Cela reste d'actualité pour des sujets comme « Bâle III Final », l'impôt minimum de l'OCDE sur les sociétés ou les Recommandations révisées du GAFI. Vu les projets de déréglementation aux Etats-Unis et de simplification dans l'Union européenne, la Suisse doit plus que jamais veiller à rester compétitive.

- [ft.com](#) / [Blick](#) / [Börsenzeitung](#)

L'Association de Banques Privées Suisses (ABPS) compte 8 banques membres qui gèrent plus de 1100 milliards de francs et emploient près de 10 000 collaborateurs dans le monde, dont environ deux tiers en Suisse. A travers un secrétariat permanent basé à Genève, l'ABPS assure la défense et la représentation des intérêts des banques privées suisses, spécialisées dans la gestion de fortune.

Les membres de l'ABPS sont : Bordier & Cie SCmA, Cité Gestion SA, E. Gutzwiller & Cie Banquiers, Banque Lombard Odier & Cie SA, Mirabaud & Cie SA, Banque Pictet & Cie SA, Rahn+Bodmer Co. et Reichmuth & Co.